

d'autorisations d'absence dont ce dernier a bénéficié ainsi que la quotité de temps de travail qu'il effectue. Si les autorisations susceptibles d'être accordées à la famille ont été dépassées, une imputation est opérée sur les droits à congé annuel en cours ou de l'année suivante.

4. Dans le cas où un seul conjoint bénéficie de ces autorisations d'absence, celles-ci peuvent être portées à quinze jours consécutifs si elles ne sont pas fractionnées.

Dans des cas exceptionnels, cette limite peut être portée à vingt-huit jours consécutifs, mais les journées qui n'ont pas donné lieu à service effectif au-delà de deux fois les obligations hebdomadaires de service, plus deux jours, seront imputées sur le compte annuel de l'année en cours ou, le cas échéant, de l'année suivante.

Au-delà de vingt-huit jours consécutifs, le fonctionnaire sera mis en disponibilité en application de l'article 24 du décret modifié n° 59-309 du 14 février 1959, et l'agent non titulaire en congé sans rémunération en application de l'article 6 du décret n° 80-552 du 15 juillet 1980.

5. Dans le cas où les deux conjoints sont en mesure de bénéficier des autorisations d'absence, les durées indiquées ci-dessus seront ramenées respectivement à huit jours consécutifs et quinze jours consécutifs pour chacun des conjoints.

Pour les agents travaillant à temps partiel, la durée des autorisations, dans ces deux hypothèses, se calcule comme précédemment.

6. Il est rappelé par ailleurs que :

- le nombre de jours d'autorisation d'absence est accordé par famille, quel que soit le nombre d'enfants et sous réserve des nécessités du service ;
- le décompte des jours octroyés est fait par année civile - ou, pour les agents travaillant selon le cycle scolaire, par année scolaire - sans qu'aucun report d'une année sur l'autre puisse être autorisé ;
- l'âge limite des enfants pour lesquels ces autorisations d'absence peuvent être accordées est de seize ans, aucune limite d'âge n'étant fixée pour les enfants handicapés ;
- les bénéficiaires de ces autorisations d'absence doivent établir l'exactitude matérielle des motifs invoqués par la production d'un certificat médical ou de tout autre pièce justifiant la présence d'un des parents auprès de l'enfant.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique et des réformes administratives,*
ANICET LE PORS

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,*
LAURENT FABUS

CIRCULAIRE DH/8D N° 315 DU 20 DÉCEMBRE 1989

relative aux autorisations spéciales d'absence pouvant être accordées aux fonctionnaires des établissements visés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, occupant des fonctions publiques électives

NOR : SPSH8910549C

(BO du ministère de la solidarité, de la santé
et de la protection sociale n° 90/3)

*Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale à
Messieurs les préfets de région, direction régionale des affaires
sanitaires et sociales (pour information) ; Madame et Messieurs les
préfets de département, direction départementale des affaires sani-
taires et sociales (pour exécution).*

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles des autorisations spéciales d'absence sont accordées aux fonctionnaires des établissements visés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, exerçant un mandat public électif, et pour lesquels la condition de détachement n'est pas réalisée.

Ces autorisations d'absence, n'entrant pas en compte dans le calcul des congés sont, soit rémunérées soit non rémunérées.

1. Les autorisations d'absence rémunérées

Il s'agit, tout d'abord, des autorisations spéciales d'absence accordées, en application de l'article 45, 2^e alinéa, de la loi du 9 janvier 1986, pour la durée totale des sessions des assemblées dont les agents sont membres. Lorsque l'agent est membre d'une assemblée délibérante qui n'est pas régie par le système des sessions, ces autorisations sont accordées pour la durée des réunions plénières. C'est le cas des conseils municipaux depuis la loi du 31 décembre 1970 et des conseils généraux et conseils régionaux depuis la loi du 2 mars 1982.

En dehors des sessions ou réunions plénières des assemblées délibérantes précitées, des autorisations spéciales d'absence rémunérées peuvent être accordées aux fonctionnaires occupant des fonctions municipales dans les limites suivantes :

- une journée ou deux demi-journées par semaine pour les maires des communes de 20 000 habitants au moins ;
- une journée ou deux demi-journées par mois :
 - pour les maires des autres communes (moins de 20 000 habitants) ;
 - pour les adjoints des communes de 20 000 habitants au moins.

2. Les autorisations d'absence non rémunérées

Il s'agit des autorisations prévues par l'article L. 121-24 du code des communes, l'article 19 de la loi du 10 août 1871 modifiée relatif à l'organisation des conseils généraux et l'article 11 de la loi du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions.

Aux termes de l'article L. 121-24 du code des communes « les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil municipal, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des

commissions qui en dépendent. Le temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil et des commissions en dépendant ne leur est pas payé comme temps de travail. Ce temps peut être remplacé ».

Une rédaction identique figure pour les membres des conseils généraux, à l'article 19 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi n° 49-1101 du 2 août 1949.

Enfin, l'article 11 de la loi du 5 juillet 1972 susmentionnée, modifiée par la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986, rend applicable aux membres des conseils régionaux les dispositions de l'article 19 de la loi du 10 août 1871 modifiée.

Ces textes sont également applicables à la fonction publique. (CE du 10 novembre 1982, ministre du budget c/Soulié.)

Par conséquent, en dehors des séances plénières et sessions des assemblées délibérantes pour lesquelles la présente circulaire prévoit un régime plus avantageux, les autorisations d'absence accordées pour participer aux réunions des commissions dépendant des diverses assemblées délibérantes ne sont pas rémunérées.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des hôpitaux,

G. VINCENT

Tableau récapitulatif des facilités accordées aux fonctionnaires pour exercer des fonctions publiques électives

MANDATS	Parlement européen	Parlement	Conseil régional	Conseil général	Conseil municipal	Regroupements communaux	DÉTACHEMENTS	
							Conditions	Modalités
Non rémunérées	Rémunérées	Sessions	Hors sessions	<p>Lot du 5 juillet 1972</p> <p>la loi du 6 janvier 1986 modifiée par</p> <p>Durée des réunions des commissions dépendant du conseil.</p> <p>Lot du 10 août 1871, art. 19, modifiée par la loi du 2 août 1949</p> <p>Durée des réunions du conseil.</p> <p>Article L. 121-24 du code des communes</p> <p>Durée des réunions des commissions dépendant du conseil.</p>	<p>Une journée ou deux demi-journées par semaine pour les maires des communes de plus de 20 000 habitants.</p> <p>Une journée ou deux demi-journées par mois pour les maires des communes de moins de 20 000 habitants.</p>		<p>Le détachement est accordé de droit au fonctionnaire qui en fait la demande.</p> <p>Article 14 du 13 octobre 1986</p> <p>Décret n° 88-976</p>	<p>Le détachement est accordé quand les obligations résultant de la fonction élective empêchent l'intéressé d'assurer normalement les tâches qui lui incombent.</p> <p>Article 13-7° du 13 octobre 1986</p> <p>Décret n° 88-976</p>